

# EXPLOSION

DES

PRIX

Nos  
propositions  
pour sortir  
de la crise



€ ↗

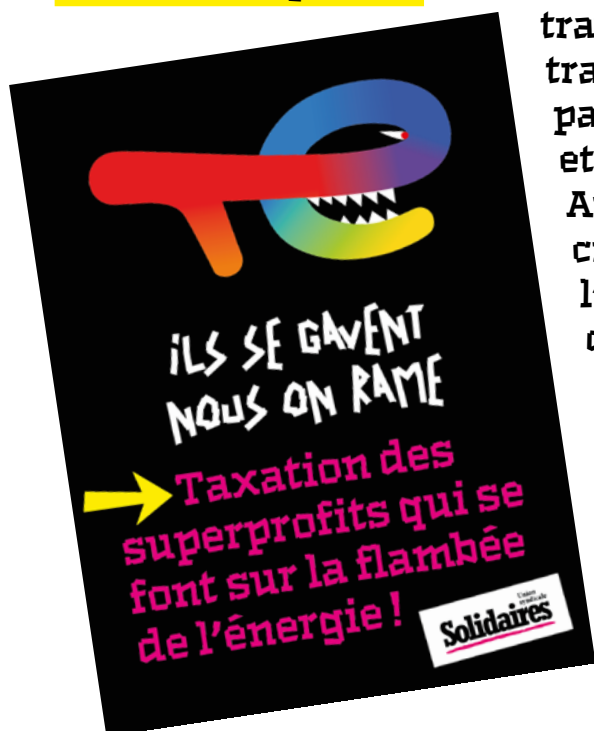
juin 2026

Union  
syndicale  
**Solidaires**



L'agression militaire des États-Unis et d'Israël contre l'Iran a déclenché un choc pétrolier dont les effets se font directement ressentir sur notre niveau de vie. **Mais ce n'est pas la crise pour tout le monde !** Total Energie a ainsi réalisé 5 milliards d'euros de bénéfices au premier trimestre 2026 (+50 %) en pariant sur la hausse du prix du baril. En France, les compagnies pétrolières amassent en moyenne 11,6 millions d'euros de plus par jour depuis le début de la crise. **Pour ne plus choisir entre remplir le frigo ou remplir le réservoir, il faut des mesures d'urgence : bloquer les prix, augmenter les salaires et taxer les surprofits.**

Ce n'est pas aux travailleurs et travailleuses de payer leurs crises et leurs guerres ! Au-delà, cette crise souligne l'urgence de changer de système. L'Union syndicale Solidaires met sur la table des solutions.



# L'ENVOLÉE DES PRIX N'EST PAS UNE FATALITÉ

Les prix à la pompe ont commencé à grimper à peine les premières bombes tombées. Pourtant, entre l'extraction du pétrole et son arrivée en station-service, il s'écoule plusieurs semaines voire des mois !

L'augmentation des prix n'est donc pas une simple question d'offre et de demande mais bien le résultat d'une logique spéculative qui se fait sur notre dos au service du profit.

Même en annonçant plafonner les prix, Total a ainsi réalisé 5 milliards d'euros de bénéfices au premier trimestre 2026 (+50 %). De son côté BP a réalisé 3 milliards d'euros de bénéfices (+100 %). Les géants pétroliers profitent à plein de la guerre. Un récent rapport d'Oxfam estime à 94 milliards de dollars les profits pour 2026 des six premières compagnies. Ce n'est pas la crise pour tout le monde ! Total s'est d'ailleurs empressé d'annoncer verser des dividendes revus à la hausse à ses actionnaires.



# NOS SOLUTIONS D'URGENCE

## → Augmenter les salaires

La forte augmentation des prix à la pompe pèse directement sur nous. À cela s'ajoute parfois la facture de gaz ou de fioul. Alors que l'inflation repart en forte hausse, à 2,5 % en mars, les salaires sont bloqués et les aides du gouvernement ne sont orientées que vers les entreprises. **Nous revendiquons des augmentations immédiates de salaire pour vivre dignement et l'indexation des salaires sur l'inflation.**

## → Encadrer les prix

Comme l'eau, l'énergie est un besoin essentiel pour se déplacer ou se chauffer. Ses prix doivent donc être sortis du marché spéculatif. Plutôt que d'enrichir les actionnaires il faut répondre aux besoins vitaux de la population. **Nous revendiquons le blocage des prix du carburant et l'encadrement des prix de l'énergie.**

## → Taxer les surprofits

En France, les compagnies pétrolières amassent en moyenne 11,6 millions d'euros de plus par jour depuis le début de la crise. **Nous revendiquons la taxation des surprofits réalisés sur la flambée des prix de l'énergie et la réappropriation publique du secteur de la production d'énergie.**

# POUR UNE AUTRE SOCIÉTÉ

Cette nouvelle crise pétrolière montre une fois de plus à quel point notre dépendance aux énergies fossiles nous rend vulnérables aux guerres, aux crises internationales et à la spéculation financière.

Tant que les déplacements, le chauffage ou une partie de la production dépendent du gaz et du pétrole, les multinationales de l'énergie feront payer leurs profits à la population. Sortir des énergies fossiles représente un besoin social, écologique et démocratique. Cela suppose des investissements importants et nécessaires dans les transports publics, le ferroviaire, les mobilités du quotidien et la rénovation thermique des logements pour réduire les factures énergétiques. Cette transition ne doit pas reposer sur les ménages, ni sur une logique capitaliste, elle doit être financée par les premiers bénéficiaires de cette crise : les multinationales de l'énergie. **Nous défendons une écologie protectrice du monde du travail, des classes populaires et des plus précaires.**

## → Moins de routes, plus de trains

Le modèle du tout routier pèse lourd dans le budget, en particulier dans les territoires où l'absence de transports en commun contraint à posséder un véhicule motorisé. Plus de 20 % du revenu des ménages modestes est aujourd'hui consacré aux déplacements. Se déplacer conditionne l'accès à l'emploi, à la formation, aux soins et à la vie sociale. La demande pour des transports en commun est forte dès que l'offre (horaires, tarifs) est adaptée. La réduction des inégalités d'accès aux transports repose donc sur le développement des modes de transports collectifs. Et la protection de la planète aussi. En effet, le transport est le premier secteur émetteur de gaz à effet de serre en France, avec 31 % des émissions. Le transport routier de personnes et de marchandises est bien plus émetteur que le train, qui émet entre 9 et 14 fois moins de gaz à effet de serre. **Nous revendiquons le report des investissements publics consacrés à des projets routiers (entre 13 et 20 milliards d'euros) vers le système ferroviaire et les transports en commun pour soutenir un plan national ambitieux de sauvegarde et de développement des lignes SNCF de proximité.**

## → De nouveaux droits pour les salarié-es des entreprises en reconversion

Production de véhicules thermiques, d'engrais azotés issus du gaz, raffineries... des entreprises devront se reconvertir pour sortir des énergies fossiles. Mais c'est bien aux entreprises de se reconvertir, pas aux salarié-es ! Celles qui ont fait des profits sur le dos de la santé des salarié-es et de la planète doivent faire les investissements nécessaires pour transformer leur activité. Et leurs salarié-es conserver leur emploi. La reconversion écologique de l'économie suppose des contreparties pour les travailleurs et les travailleuses : elle doit impérativement être un moment de conquête de nouveaux droits. **Nous revendiquons un nouveau statut du salarié-e, garanti par une Sécurité sociale de l'environnement, qui permette le maintien des droits et de la rémunération pendant la formation au nouveau poste, et leur transférabilité dans le nouvel emploi, sans passer par la case chômage.**

## → Changer de modèle agricole

Le modèle agricole aujourd'hui dominant dépend massivement des énergies fossiles, pour son fonctionnement direct, avec 68 % de produits pétroliers importés (GNR, gaz), et sa consommation indirecte, par le biais des engrais azotés issus du gaz et du soja importés. Nous devons garantir notre souveraineté alimentaire en nous affranchissant à terme des pesticides et engrais de synthèse et des multinationales qui les fabriquent et nous empoisonnent. Un autre modèle agricole sera créateur d'emplois, mais il est indispensable d'améliorer les conditions de travail et d'emploi de toutes et tous les salarié-es du secteur en limitant le recours aux contrats précaires. **Nous revendiquons une relocalisation des productions agricoles, une agriculture paysanne plus sobre en transport et intrants, créatrice d'emplois de qualité, et le droit pour toutes et tous. à une alimentation saine.**



Plus d'infos :  
[solidaires.org](http://solidaires.org)